



JB RUSSELL



**CARNET DU PARTICIPANT**

**Quelle contribution  
des agricultures  
familiales  
à la sécurité  
alimentaire  
en Mauritanie ?**

**Forum national  
27-28-29  
FEVRIER  
2012  
HOTEL  
AL KHAIMA**



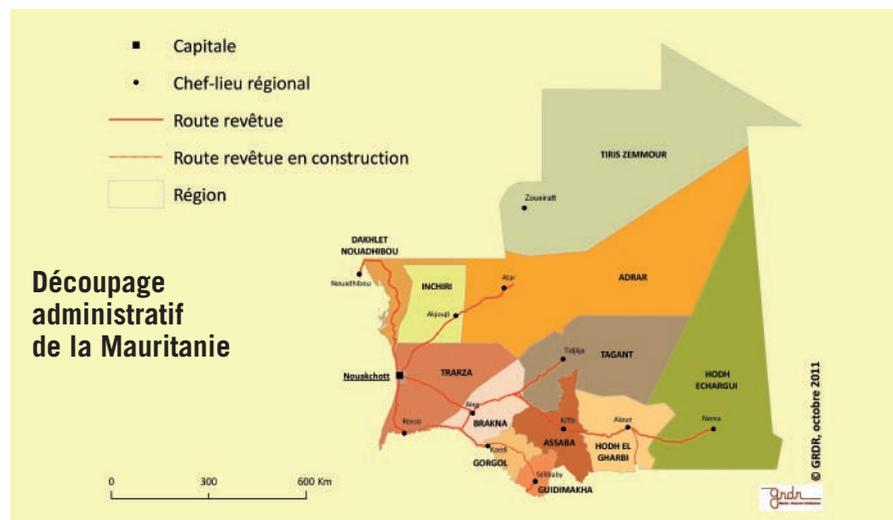
**Les ONG nationales et internationales** communiquent régulièrement autour de leurs actions en Mauritanie, notamment dans le cadre de la vie des projets. Si à l'échelle régionale, dans les zones d'intervention, les expériences sont largement partagées avec les leaders locaux et les autorités; il n'en est pas de même à l'échelle nationale. Les organisations font face à des difficultés pour partager largement les constats forts de leurs actions. D'autre part, il est onéreux de mobiliser la société civile au-delà des comités thématiques à fortes spécialisations (nutrition, cash-flow...).

Force est de constater que la société civile mauritanienne est peu représentée sur ces questions en Mauritanie alors que des réflexions riches et des mobilisations conséquentes sont organisées dans d'autres pays de la sous-région, notamment au Mali et au Sénégal.

Il nous semble donc fort utile de mobiliser les acteurs de la société civile en Mauritanie pour élargir la réflexion autour des enjeux de la sécurité alimentaire en général et des apports des agricultures familiales en particulier.

Cette mobilisation passe par l'implication dans l'organisation du **forum national « Contribution des agricultures familiales à la sécurité alimentaire en Mauritanie »**.

Cet événement a lieu grâce au travail sans relâche des structures suivantes : **ACF-E, AMAD, CRF, ECODEV, GRDR, Oxfam, TENMIYA.**



# Sommaire

- 1 INTRODUCTION ..... P4
- 2 PROGRAMME DU FORUM ..... P6
- 3 CONTRIBUTIONS ..... P8
- 4 PRESENTATION DES STRUTURES ORGANISATRICES ..... P24
- 5 BIBLIOGRAPHIE ..... P40
- 6 LES SUITES ..... P42
- 7 LES ASPECTS LOGISTIQUES .... P42

# 1 INTRODUCTION

Depuis de nombreuses années, plusieurs acteurs de la société civile travaillent sur différents projets de recherche-action. Ces projets visent pour certains à **identifier les conditions qui garantiraient une contribution significative de l'agriculture familiale à la sécurité alimentaire en Mauritanie**. Ces actions ont été conçues sur la base de quelques hypothèses fortes :

- Les potentialités de l'agriculture familiale mauritanienne sont importantes, mais sous-valorisées du fait d'un environnement peu incitatif ;
- La contribution de l'agriculture familiale à la sécurité alimentaire du pays peut (et doit) augmenter de façon significative moyennant quelques mesures clés et l'adoption de certains principes d'intervention.



Le plus souvent, ces démarches ont été développées à l'échelle des territoires communaux. Elles ont mobilisé de nombreux partenaires (ONG locales et internationales, élus locaux et société civile : groupements de producteurs, services techniques déconcentrés, coopératives de femmes, jeunes...).

Aujourd'hui ces partenaires se mobilisent pour débattre dans le cadre d'un forum national dont les objectifs sont les suivants :

## **Partager les bonnes pratiques issues des expériences de recherche action conduites sur le terrain concernant les relations entre agricultures familiales et la SA**

Des activités variées ont été mises en place, auprès des populations rurales, afin de les soulager des situations d'insécurité alimentaire. Les participants partageront les résultats de ces activités.

## **Identifier les déterminants de la sécurité alimentaire et les principes d'intervention à privilégier pour garantir une contribution effective des agricultures familiales à la sécurité alimentaire du pays.**

Les participants échangeront, lors des ateliers thématiques, sur les dynamiques de production en Mauritanie, et sur les résultats des actions mises en œuvre par la société civile et l'Etat.

## **Construire une alliance forte entre acteurs non étatiques autour de quelques principes d'intervention et de quelques grands axes d'action et adopter un discours commun**

La préparation, l'organisation et la capitalisation de l'atelier constituent une occasion d'engager un nouveau partenariat solide autour de principes d'intervention partagés et de quelques axes d'intervention.

Durant 3 jours, différents temps rythmeront la rencontre qui s'articulera autour de : séances en pléniers, d'ateliers, d'expositions et d'une déclaration commune élaborée par les participants.

Ce forum aura l'honneur d'accueillir des organisations interétatiques, telles que le CILSS, l'OMVS et des organisations paysannes du Mali et du Sénégal,

## 2 PROGRAMME\*

27 FÉVRIER 2012

EN PLÉNIÈRE

**I 9h30** Accueil participants

**I 10h** Mot d'accueil organisations porteuses  
Mot d'ouverture officielle ministère

INTERVENANTS **COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME, SCAC (Ambassade de France)**

**I 10h30** Présentation de l'Atelier: genèse objectifs et programme

INTERVENANTS **ECODEV, GRDR**

**I 10h45** Les concepts, qu'en dit-on ?

sécurité alimentaire, agricultures familiales, agro business,  
souveraineté alimentaire...

INTERVENANTS **GRDR**

PAUSE DÉJEUNER 13H15 – 14H15

**I 14h30** "Les orientations politiques en matière de sécurité alimentaire en Mauritanie  
(Stratégie Nationale)"

INTERVENANTS **MAED**

**I 15h** "Changement climatique et insécurité alimentaire au Sahel, adaptation des  
agricultures familiales"

INTERVENANTS **CILSS**

**I 15h30** "Fédérations et agricultures familiales"

INTERVENANTS **VICE-PRÉSIDENT DE L'AOPP DU MALI (sous réserve)**

FIN DE LA JOURNÉE - 16H00

\*Programme susceptible d'être modifié

28 FÉVRIER 2012

ATELIERS THÉMATIQUES, EN GROUPES DE DISCUSSION

**I 9h** Accueil participants

**I 10h - 13h**

**A) Dynamiques agropastorales au sein des exploitations familiales :**

comment articuler efficacement le renforcement des capacités productives des  
exploitations familiales et la SA en Mauritanie ?

INTERVENANTS **CRF/CRM**

**B) Informations sur la sécurité alimentaire,  
quel rôle pour les ONG et les collectivités locales?**

(au delà des alertes, quelles informations sur le long terme ? informations pour quoi,  
qui et comment ?)

INTERVENANTS **GRDR, FEWSNET**

**C) Quelles articulations entre les agricultures familiales  
et les marchés urbains et ruraux ?**

INTERVENANTS **AMAD, ECODEV**

**D) Quelle structuration de la société civile paysanne en vue de contribuer  
à la sécurité alimentaire des populations rurales ?**

INTERVENANTS **Oxfam, Tenmiya OAP Malienne ou Mauritanienne**

PAUSE DÉJEUNER 13H15 – 14H15

EN PLÉNIÈRE

**I 14h30 - 16h00**

Restitution des ateliers du matin, Débats  
RAPPORTEURS

FIN DE LA JOURNÉE - 16H00

29 FÉVRIER 2012

EN PLÉNIÈRE

**I 9h** Accueil participants

**I 10h00** Restitution globale de l'atelier  
RAPPORTEURS

**I 11h30** Adoption d'une déclaration commune de la société civile

**I 13h00** Clôture de l'atelier

DÉJEUNER AUREVOIR 13H30 – 14H30

## 3 LES CONTRIBUTIONS

### Atelier 1 : Dynamiques agropastorales au sein des exploitations familiales :

comment articuler efficacement le renforcement des capacités productives des exploitations familiales et la sécurité alimentaire en Mauritanie ? Quels facteurs influencent favorablement ou défavorablement cette articulation?

*L'augmentation de la production agricole et pastorale constitue souvent un objectif de l'action des ONG qui y voient un moyen de réduire l'insécurité alimentaire. Ce lien est-il vraiment automatique ? Comment le renforcer ? Et enfin à quelles conditions l'impact de l'action des ONG et de leurs partenaires a-t-elle un effet durable sur la production?*

**CE THÈME SERA DÉBATTU À PARTIR D'UNE CONTRIBUTION DE LA CROIX ROUGE FRANÇAISE.**

***Du niébé dans les périmètres irrigués rizicoles du Brakna : l'expérience de la Croix Rouge française et du Croissant Rouge mauritanien***

*XAVIER HUCHON, CRF*

Dans le contexte de la flambée des prix des denrées alimentaires, la Croix Rouge française (CRF) et son partenaire le Croissant Rouge mauritanien (CRM), ont intensifié leurs actions d'appui à l'agriculture dans les Wilayas du Gorgol et du Brakna.

Parmi les activités mises en œuvre, la diversification agricole dans les Périmètres Irrigués Villageois (PIV) constitue une expérience particulièrement concluante et novatrice, qui répond à plusieurs problématiques rencontrées par les populations rurales de la vallée du fleuve Sénégal.

#### Contexte, objectifs et activités mises en œuvre

La Wilaya du Brakna présente des opportunités très fortes en termes d'infrastructures et de capacité de production agricole, d'organisations paysannes et de dynamisme des marchés. La présence du fleuve permet la mise en culture de nombreux périmètres irrigués, organisés et pensés de manière quasi exclusive pour la culture du riz paddy durant l'hivernage, dont les récoltes bénéficient à une partie de la population. Le développement de ces périmètres s'est accompagné d'une structuration du monde rural via des organisations paysannes qui trouvent dans la riziculture un objet commun fort.



Femme de Ngorel récoltant les semences de niébé. © CRF

Dans un contexte où le prix des produits alimentaires de base est en augmentation et où les périmètres irrigués sont sous utilisés, les équipes de CRF / CRM se sont interrogées sur les possibilités de diversification des systèmes de productions.

**Des actions ont ainsi été initiées en faveur de la diversification des cultures irriguées centrées sur la production de niébé.** La principale action a consisté à implanter la culture de niébé en contre saison afin de produire du grain, des semences et du fourrage. Cette culture devait permettre d'utiliser les périmètres irrigués et la main d'œuvre sous employée durant la contre saison agricole. D'autre part, l'association des cultures de maïs et de niébé en contre saison, ainsi que la production de sorgho durant l'hivernage ont aussi été testées au niveau des PIV.

#### Résultats obtenus : l'élargissement du champ des possibles

La production de niébé fourrage a été le résultat le plus intéressant de cette activité et le plus innovant. Tous les producteurs y ont vu une source précieuse d'alimentation pour leur bétail au moment du pic de la soudure en fourrage naturel. **La vente de fourrage leur a aussi procuré du numéraire, au cours d'une période où les activités agricoles génératrices de revenus sont très limitées. En maintenant ainsi leur cheptel et en voyant leur pouvoir d'achat augmenter, les producteurs ont été en mesure de mieux résister à la situation d'insécurité alimentaire.**

Dans un pays où l'élevage est une activité particulièrement importante pour les populations, la production de fourrage de qualité au moment où les pâturages naturels sont

rares constitue un atout majeur. Cela rentre dans une logique d'interactions entre l'agriculture et l'élevage, secteurs d'activités qui sont communément opposés ou traités de manière antinomique par un certain nombre d'acteurs.

Enfin, un autre effet intéressant de la culture de niébé réside dans le fait que celle-ci permet un enrichissement du sol en azote qui profite directement à la riziculture. Ainsi, les rendements de paddy de la saison qui a suivi la culture du niébé ont été supérieurs à la normale (+20% en moyenne).

Les productions de maïs en association avec le niébé démontrent également un intérêt certain même si elles n'avaient pas fait l'objet de demandes de la part des producteurs. La production de maïs associée au niébé en contre saison présente les mêmes avantages que l'activité précédente, avec ceci en plus qu'elle offre de meilleurs rendements globaux par unité de surface. **Dans un contexte où les surfaces cultivées par ménages sont réduites (0,2 ha à 0,5 ha), c'est un élément très important pour le renforcement de la sécurité alimentaire des ménages.**

La culture du sorgho pendant l'hivernage est pertinente dans les villages où il existe deux périmètres. Il est alors possible de mener les cultures de paddy et de sorgho en même temps sans exclusion. Le sorgho présente un meilleur prix de vente que le riz et les rendements sont sensiblement similaires à ceux du maïs irrigué, de l'ordre de 700 kg/ha à 1 tonne/ha. **Le paddy continue de fournir des rendements nettement supérieurs, mais le sorgho permet de mettre en valeur le deuxième périmètre au lieu de le laisser en jachère et il apporte des compléments alimentaires et financiers importants.**

- Par conséquent, l'intérêt pour les paysans des cultures de contre saison est multiple. Ces cultures participent directement à offrir davantage d'opportunités aux paysans et renforcent leurs stratégies d'adaptation face aux aléas :
- Production de niébé alimentaire pour l'autoconsommation et/ou la vente,
- Production de niébé fourrager pour l'alimentation de son propre cheptel et/ou la vente,
- Production d'autres céréales (maïs) en association avec du niébé.

La diversification des cultures irriguées en contre-saison a montré sa pertinence dans le contexte des périmètres irrigués du Brakna. Elle répondait à une demande formulée depuis déjà plusieurs années par les responsables de différents PIV et correspond aussi à la perception que les producteurs ont de la dynamique agricole actuelle. **La baisse structurelle des productions pluviales et les incertitudes portant sur le déroulement de l'hivernage amènent les producteurs à considérer que la culture irriguée est celle qui permet le mieux de garantir une production.** Il est donc cohérent de la développer en contre saison alors que les périmètres et la main d'œuvre ne sont pas ou peu valorisés.

## La nécessaire structuration des organisations de producteurs

La diversification et l'intensification des cultures sur les périmètres irrigués en contre saison s'avèrent techniquement faisables et sont rentables. Mais ces actions demandent à être complétées ou mises en œuvre dans des cadres stratégiques cohérents plus larges.

La durabilité des impacts passe nécessairement par un véritable accompagnement dans le temps des organisations professionnelles et paysannes et par une approche filière. Lors de la journée de clôture du projet, les paysans ont exprimé l'intérêt qu'ils ont eu pour ces campagnes et également leur volonté de continuer à produire des cultures de diversification en contre saison. Mais il est difficile de dire si ces organisations paysannes seront aptes à réaliser ces campagnes par elles-mêmes sans un appui extérieur. Certaines difficultés rencontrées, dont la prise en charge des frais d'irrigation, traduisent le nécessaire arbitrage que doivent réaliser les producteurs entre l'opportunité d'investir dans des cultures de contre saison et les risques que cela induit.

Des choix raisonnés doivent être discutés et validés par la majorité des membres des organisations, ce qui implique une vision stratégique partagée et des dynamiques organisationnelles fortes. Or, si chaque PIV constitue une entité indépendante, ayant le plus souvent une cohérence territoriale, leur capacité organisationnelle est réduite et les liens avec l'extérieur sont encore trop limités.

Les filières de production ne sont pas ou peu organisées ce qui implique des difficultés d'approvisionnement en intrants de qualité et pose parfois des difficultés de commercialisation. **Des actions centrées sur le renforcement des capacités organisationnelles et favorisant la mise en réseau des différentes organisations, étapes nécessaires à la structuration des filières de production, doivent être entreprises et soutenues.** La réalisation de ces actions passe par des efforts de formation des comités de gestion et d'élaboration de plans stratégiques commerciaux et par un soutien institutionnel actif qui fait défaut à l'heure actuelle.

## Atelier 2 : Informations sur la sécurité alimentaire : au delà des alertes, quelles informations sur le long terme ? informations pour quoi, qui et comment ?

*L'information sur la sécurité alimentaire joue un rôle considérable dans la mesure où elle oriente largement les politiques et l'action publiques. Les ONG, aux côtés des organisations paysannes et collectivités locales, sont amenées à utiliser cette information et dans certains cas à en produire. La nature de leur action dépend certes de leur projet associatif mais aussi de la vision qu'elles ont des déterminants de l'insécurité alimentaire, des dynamiques de production agro-pastorale... Sur quelles informations se baser pour agir ? Comment, avec qui et pour qui produire de l'information ? Autant de questions qui seront abordées lors d'un atelier animé par le GRDR.*

### L'information sur la sécurité alimentaire en Mauritanie : pourquoi et comment dépasser les analyses conjoncturelles dominantes ?

CYRILLE DEMANOU, YVAN LE COQ, ET ABDEHRAMANE NDONGO - GRDR

#### Un paysage de l'information dominé par des analyses conjoncturelles et peu robustes, conditionnant pourtant les réponses des partenaires au développement.

En Mauritanie, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le Famine Early Warning System Network (FEWS Net) comptent parmi les principaux acteurs de la production et de la diffusion de l'information sur la sécurité alimentaire.

Ces structures conduisent des enquêtes semestrielles, quelquefois trimestrielles, sur les niveaux de consommation alimentaire des ménages, les prix des denrées de base, les niveaux de production (fourrage, céréales), les dynamiques d'échanges internes et transfrontalières de produits agro-pastoraux et le niveau de sécurité alimentaire des régions limitrophes de la Mauritanie<sup>1</sup>. Ce travail est le plus souvent valorisé sous la forme de bulletins d'information<sup>2</sup> dans lesquels la situation qui prévaut au moment de l'enquête est comparée avec celle qui prévalait auparavant. Les comparaisons s'effectuent sur des pas de temps qui ne dépassent généralement pas un an. Cette information fait ainsi souvent apparaître des situations apparemment exceptionnelles : hausse marquée des prix, déficit ou excédent pluviométrique, baisse de la production céréalière et fourragère...etc.

Par ailleurs, le coût des dispositifs d'enquête mis en place depuis la capitale Nouakchott limite fortement le déploiement des équipes sur l'ensemble du territoire ; les Enquêtes sur la Sécurité Alimentaire des Ménages (ESAM), conduites par le CSA et le PAM, portent ainsi sur des échantillons de trop petite taille pour donner une vision fine

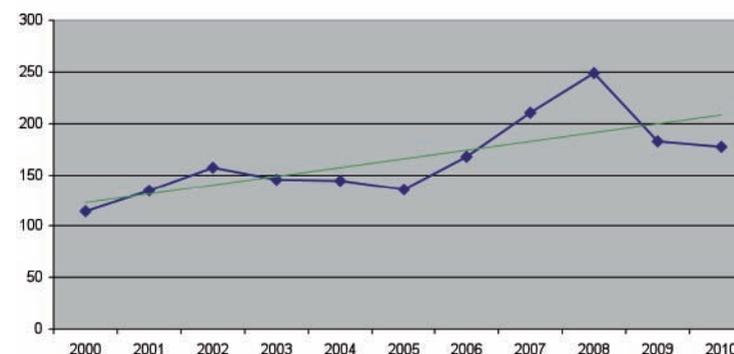
des réalités locales<sup>3</sup>. Elles peuvent tout au plus donner une idée des tendances à l'échelle régionale (wilaya).

Les réponses des partenaires au développement restent pourtant largement guidées par l'analyse produite par ces organisations. C'est ainsi que depuis plusieurs décennies, l'aide alimentaire occupe une place de premier ordre dans l'intervention publique. A titre d'illustration, le Programme Spécial d'Intervention (PSI) de 2008 qui devait réduire la dépendance du pays aux importations céréalières a consacré près de 75% de son budget à la subvention des importations et aux distributions alimentaires. De la même manière, l'Union Européenne, dans le cadre de la « facilité alimentaire » a consacré un important budget pour le financement d'actions de « post-urgence », suite au pic des prix observé sur 2007-2008.

#### Une implication nécessaire des ONG et de leurs partenaires dans la production et l'analyse de l'information.

Une analyse des dynamiques de prix et de production sur des pas de temps plus longs que ceux habituellement considérés, fait apparaître des réalités bien différentes de celles renvoyées par les acteurs dominants de l'information (cf. figure 1 et 2), appelant des actions d'un type nouveau.

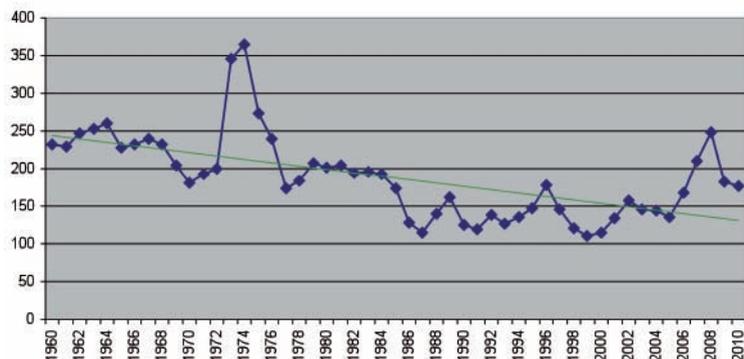
Il apparaît crucial que les acteurs désireux de s'impliquer durablement dans la prévention de l'insécurité alimentaire en Mauritanie, investissent davantage le champ de l'information pour approfondir leur analyse des déterminants de ce phénomène et adopter un positionnement plus pertinent.



1. Cf. par exemple : CSA, PAM et ACF (2012). Marchés et réponses à la crise alimentaire. République Islamique de Mauritanie. 40 p.

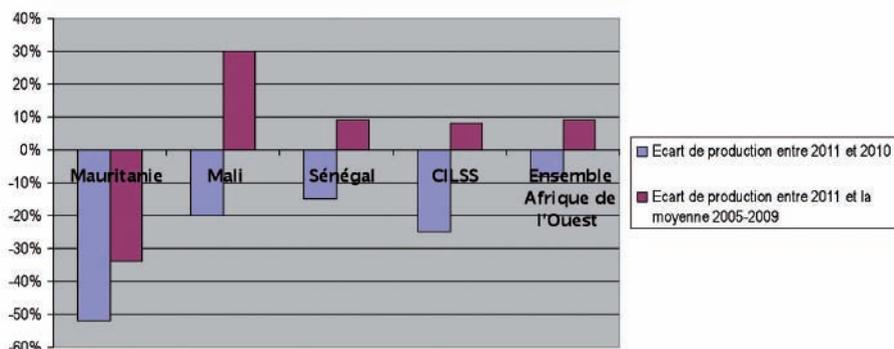
2. Bulletins écrits en langue française, quelquefois traduit en anglais et arabe.

3. A titre d'illustration, lors des enquêtes conduites en 2008, seuls 8 villages de la wilaya du Guidimakha et 8 villages du Gorgol ont été inclus dans l'échantillon.



**Figure 1 :** Evolution du prix du blé (en US \$ constant de 2000) en bleu sur le marché américain pendant la décennie 2000-2010 (haut) et la période 1960- 2010 (bas). (Source : FAO stat.). Ces courbes font apparaître des tendances (ligne verte) inverses (hausse de 64% ou baisse de 40%). La courbe de bas met par ailleurs en relief l'existence de périodes récurrentes de hausse soudaine du prix (1973-74, 1989, 2002) dans une tendance baissière. Cet exemple illustre l'importance d'une combinaison d'analyses sur le temps long et court.

#### Variation de la production céréalière brute



**Figure 2 :** Variation de la production céréalière brute en Afrique de l'ouest (Source : CILSS). L'analyse comparative entre 2011 et 2010 fait ressortir une baisse significative de la production dans l'ensemble des territoires considérés (histogrammes bleus). En revanche, la comparaison de la production de 2011 avec la production moyenne de la période 2005-2009 fait apparaître une hausse de 10 à 30% selon les territoires. Seule la Mauritanie affiche un déficit sur les deux pas de temps. Cet exemple vient rappeler l'importance d'une comparaison sur des échelles de temps et géographiques variables, la production de biomasse étant au Sahel très variable d'une année sur l'autre et d'un territoire à un autre.

#### Les expériences récentes du GRDR et de ses partenaires en matière de production et d'analyse d'information sur la sécurité alimentaire.

Le GRDR, en partenariat avec l'AMaiG (association des maires du Guidimakha) et l'Université de Nouakchott, a engagé en 2011 une série de trois enquêtes visant à apporter un éclairage différent sur les déterminants de l'insécurité alimentaire au Guidimakha. Il s'est appuyé sur deux constats forts.

Tout d'abord, une analyse rapide montre que les régions les plus pluvieuses (dont le Guidimakha) sont les plus touchées par l'insécurité alimentaire ce qui suggère que la pluviométrie n'est pas le déterminant essentiel du phénomène (cf. planche 1 ci-dessous). D'autre part, le GRDR a pu constater l'existence de fortes disparités entre des villages voisins mais aussi au sein d'un même village ; des familles en situation d'abondance matérielle côtoient des familles en forte précarité.

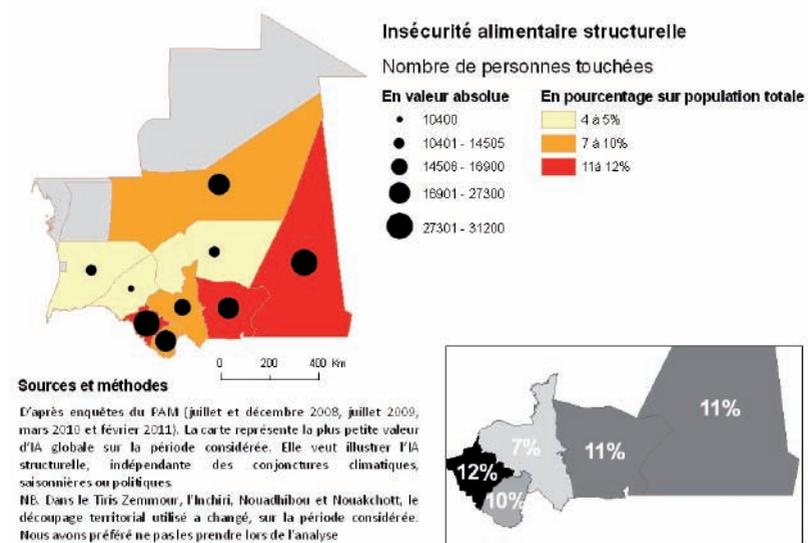
Ces constats suggèrent donc l'existence de déterminants socio politiques dans l'insécurité alimentaire que les études visaient à cerner . Celles-ci ont ainsi eu pour objectif de caractériser :

- *La contribution des migrations (dans leur diversité) aux revenus familiaux et leur place dans les stratégies alimentaires des familles comptant des migrants ;*
- *L'évolution des règles de gestion du foncier en milieu rural;*
- *L'évolution des habitudes alimentaires sur ces soixante dernières années.*

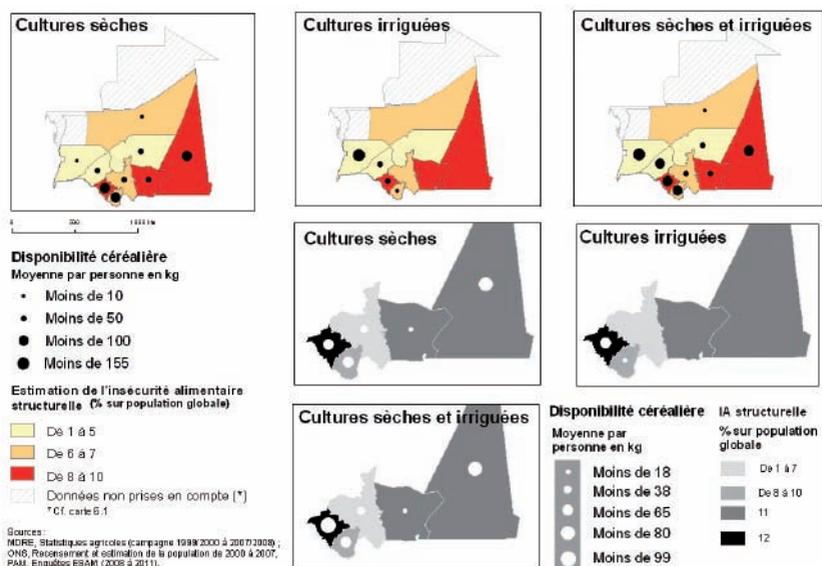
Il ressort de l'expérience du GRDR que les ONG souhaitant accompagner les dynamiques de production et contribuer à la prévention de l'insécurité alimentaire gagneraient à investir les thèmes suivants :

- *L'analyse critique des données conjoncturelles en les replaçant dans les dynamiques observées sur des temps plus longs (cf. figure 1 et 2);*
- *La mise en relief des déterminants socio politiques dans les phénomènes observés. Ces déterminants doivent être pris en compte dans les propositions d'action;*
- *Le choix de modes opératoires permettant une co-construction de l'analyse en lien étroit avec les acteurs des territoires dans lesquels les ONG interviennent : collectivités locales et organisations paysannes notamment. Ces modes opératoires sont quasiment les seuls susceptibles de faire évoluer les politiques publiques;*
- *Le choix de modalité et de supports de diffusion compatibles avec les contraintes locales : thé palabre en langue locale, caravane d'information... L'usage de supports cartographiques peut constituer un moyen efficace d'engager une réflexion collective pour la maîtrise de la décision et de l'action (cf. planche 1 et 2 ci-dessous).*

**Planche 1 :**  
les régions les plus pluvieuses sont les plus touchées par l'insécurité alimentaire



**Planche 2 :** les régions où la disponibilité céréalière apparente est la plus élevée sont les plus touchées par l'insécurité alimentaire.



**Atelier 3 : Quelles articulations entre les agricultures familiales et les marchés urbains ?**

L'économie rurale mauritanienne est souvent présentée comme une économie repliée sur elle-même, avec des paysans qui produiraient pour auto consommer. Pourtant, la Mauritanie exporte d'importantes quantités de bétail vers les grandes villes du pays et de la sous région. Les zones rurales du pays contribuent aussi à l'approvisionnement de Nouakchott et des villes secondaires en légumes (patates douces, choux, carottes...), lait frais... Par ailleurs, les régions rurales ont de tout temps entretenu des relations de complémentarité : la persistance de flux de céréales sèches locales et de bétail en atteste largement.

Comment favoriser le lien entre producteurs et consommateurs ? Comment garantir des revenus aux producteurs tout en garantissant une alimentation saine et de qualité accessible aux consommateurs urbains et ruraux ?

**CE THÈME SERA DÉBATTU À PARTIR DES CONTRIBUTIONS DE AMAD ET DE ECODEV.**

**De la nécessité d'élaborer une stratégie participative de commercialisation des produits horticoles, afin de garantir des conditions socioéconomiques durables pour les agriculteurs. Cas des producteurs horticoles de la vallée du fleuve Sénégal.**  
BA ELHADJ MAMADOU, AMAD

Les sécheresses périodiques auxquelles sont confrontés les pays du Sahel ont des conséquences considérables et manifestes dans les secteurs agricoles et pastoraux. En particulier, la culture pluviale, qui jusque-là contribuait largement à l'alimentation céréalière des pays subsahariens, est impactée par le rétrécissement des espaces cultivables et de la pauvreté des rendements.

Ainsi, la dégradation du secteur agricole, principale source de revenus des populations rurales, laisse entrevoir un impact négatif sur leurs conditions socioéconomiques. De plus, les autres secteurs de la vie des populations rurales ; de l'alimentation à l'éducation des enfants et à l'accès aux services de base, sont tributaires de la production agricole.

Cette situation expose les populations à un état manifeste de pauvreté et de sous-alimentation. L'agriculture familiale est donc un volet incontournable, à valoriser pour réduire la croissance de la pauvreté dans le Sahel en général et promouvoir une sécurité alimentaire durable des populations.

En Mauritanie, plus particulièrement dans la zone de la vallée du fleuve Sénégal, il est important de souligner la volonté et l'engagement de l'Etat face à la situation agricole. Les zones rurales sont souvent ciblées par des politiques de décentralisation et d'amélioration de la gouvernance locale, qui impliquent très largement le secteur agri-

cole. Des mesures d'accompagnement, sous l'égide de la SONADER, et des politiques de subvention des intrants sont plus que jamais mises à la disposition des agriculteurs.

Le maraichage est quasi permanent dans plusieurs localités de la vallée, il est une activité clef de l'économie locale. En effet, la production ne se limite pas à la consommation de ses acteurs ; elle est également destinée à la commercialisation, de manière à accroître la capacité économique des zones de culture.

Cependant, la commercialisation des produits horticoles regorge de contraintes considérables qui pourraient compromettre le secteur. Les produits les plus périssables sont souvent bradés afin de limiter les pertes. Actuellement, l'écoulement des produits se fait à destination des grands commerçants, via des intermédiaires de collecte. Ce mécanisme est favorisé par l'endettement des agriculteurs, avant et juste après la récolte, dans la mesure où ils ne disposent d'aucune activité alternative.

En conséquence, les agriculteurs perdent le contrôle de leurs produits, ce qui diminue leurs chances d'assurer une production rentable.

D'autre part, les producteurs horticoles de la vallée, habitants de localités bien souvent enclavées, n'ont pas accès aux marchés urbains. C'est pourtant sur ces marchés qu'ils pourraient trouver les meilleures opportunités d'écoulement de leurs produits. Cela renforcerait par ailleurs leur proportion à contribuer à la sécurité alimentaire globale du pays.

Bien conscientes de ces enjeux qui entourent la production maraîchère, les ONG AMAD et Cives Mundi ont trouvé pertinent d'œuvrer pour l'amélioration de la sécurité alimentaire dans la région de Gorgol. Leur intervention se détaille par l'augmentation de la superficie à exploiter, la formation des acteurs locaux de la production horticole et la création d'un plan de commercialisation des produits excédentaires à la consommation.

Dans leur intervention, AMAD et Cives Mundi décident de prendre en compte le volet commercial et d'appuyer les acteurs locaux dans la définition d'une stratégie participative de commercialisation des produits horticoles. Cela conduira les producteurs à entrer dans un mécanisme socioéconomique durable.

L'objectif de mieux affiner la participation des bénéficiaires du projet, passe par la mise en place des mouvements organisationnels : associations et GIE. Ces entités forment un cadre de concertation, propice à la gestion des biens communs mobilisés pour la promotion socioéconomique des populations.

Cependant, ces GIE sont encore contraints par leur manque de compétences et de moyens. Ils restent démunis face à la forte concurrence sur le marché de la commercialisation des produits horticoles. En effet, les producteurs sont souvent inquiétés par la concurrence des produits venant des pays limitrophes (Maroc, Sénégal) qui inondent les marchés des centres urbains.

La stratégie participative qui sera mise en place devra donc permettre de lever les contraintes évoquées précédemment, du manque de compétences des GIE et de la faiblesse de leurs moyens pour atteindre les marchés de commercialisation. Un autre paramètre d'importance capitale, qui sera pris en compte est la disponibilisation de l'information pour les agriculteurs. En effet, toute stratégie de commercialisation devra s'appuyer sur une bonne information concernant les prix, les produits et les quantités disponibles. Ces informations seront le socle de l'écoulement des produits horticoles vers les marchés urbains, dans lequel producteurs devront occuper une place centrale et ne plus être le maillon faible de la chaîne.

---

***Une expérience innovante de mise en relation de l'offre et de la demande pour soutenir la sécurité alimentaire des populations rurales vulnérables.***

*ALIOUNE DIAKHITÉ, MANON ALBAGNAC, ECODEV*

La Mauritanie est largement déficitaire sur le plan de la production céréalière (production de 15 à 35 % des besoins nationaux). Cette situation s'explique par les nombreux aléas climatiques que connaît le pays, par le manque et la dégradation des aménagements hydro agricoles, et par l'absence d'infrastructures de stockage en milieu rural. Les stratégies majeures développées par le pays demeurent d'une part les importations de produits alimentaires essentiellement destinés aux milieux urbains et semi urbains et d'autre part l'aide alimentaire à destination du monde rural. Le projet PREVICO a eu pour objectif de diminuer l'impact de la crise alimentaire sur des ménages ruraux. Pour cela des activités ont été développées dans 5 régions afin d'augmenter la production agricole et d'assurer l'accessibilité alimentaire.

Dans certaines régions rurales mauritaniennes, les productions céréalières ne suffisent pas à satisfaire les besoins alimentaires des producteurs. Ceux-ci connaissent donc une période de soudure annuelle, au cours de laquelle ils doivent acheter les céréales qui constituent la base de leur alimentation (sorgho, blé, maïs). Ces céréales sont généralement importées des pays voisins (Mali, Sénégal), voire de plus loin, et leur prix dépend de nombreux facteurs que les populations rurales mauritaniennes ne maîtrisent pas.

En revanche, lorsque les conditions climatiques sont favorables, les agriculteurs mauritaniens réussissent à produire des céréales en quantités suffisantes pour leur permettre d'en commercialiser une partie, tout en ayant comblé leurs besoins alimentaires. Cependant, ces producteurs ne maîtrisent pas toujours la commercialisation de leurs produits et sont dépendants des commerçants qui fixent les prix (bas au moment des récoltes lorsque les quantités sont importantes).

C'est fort de ces constats que le projet PREVICO a proposé la création de Stocks Alimentaires Communautaires de Sécurité (SACS), qui a constitué une expérience innovante en matière d'articulation entre production et demande.

Ces banques de céréales ont permis d'engendrer une dynamique communautaire de gestion de la sécurité alimentaire. Les magasins permettent le stockage de grandes quantités de céréales et de légumineuses et ainsi une stabilisation des prix de ces denrées.

Les denrées fournies aux magasins — principalement du sorgho, mais aussi du mil, du niébé et du maïs — ont été achetées auprès des producteurs ayant des excédents de récoltes.

Les prix pratiqués à l'achat ont été fixés de manière à être attractifs et afin d'encourager les paysans à investir plus dans la production de céréales et de légumineuses.

Afin d'assurer un fonctionnement sain, autonome et représentatif des SACS, des organes clés ont été mis en place : conseil d'administration, comité de gestion et comité de contrôle. Ces entités ont été formées pour veiller au bon fonctionnement des magasins et au respect des intérêts des bénéficiaires qui sont la population locale et les producteurs eux mêmes. A la fin du projet, les comités des SACS ont pu assurer les opérations d'achat et de vente des céréales de manière autonome.

Les SACS sont gérés comme une activité économique, en prenant en compte le recouvrement des coûts pour assurer leur durabilité. Ils ont également pour objet de permettre aux populations les plus vulnérables d'avoir accès à des denrées alimentaires à un prix stable au moment de la période de soudure (lors de laquelle les prix sont en hausse en raison de la diminution de l'offre et donc de la spéculation).

Cette expérience démontre également que l'accès à l'information pour les populations rurales est primordiale dans l'optique de les amener à prendre en charge par eux-mêmes la sécurité alimentaire.

## **Atelier 4 : Quelle structuration de la société civile paysanne en vue d'améliorer sa contribution à la sécurité alimentaire des populations rurales ?**

*Alors que les mouvements paysans connaissent un développement certain en Afrique de l'Ouest (émergence du ROPPA et de faitières nationales comme l'AOPP ou le CNCR, respectivement en Afrique de l'ouest, au Mali et au Sénégal), les paysanneries mauritaniennes rurales peinent à trouver le ferment commun qui leur permettrait de porter une action collective.*

*Comment expliquer cette spécificité ? Ce constat s'applique-t-il à l'ensemble du territoire ? Pourquoi et comment les ONG peuvent-elles accompagner l'émergence d'organisations paysannes fortes ?*

**CET ATELIER SERA ANIMÉ À PARTIR DES CONTRIBUTIONS D' OXFAM ET DE TENMIYA.**

***De la nécessité de structurer la société civile mauritannienne afin qu'elle offre un cadre de concertation propice au dialogue avec l'Etat, et quelle devienne un acteur incontournable du développement.***

*ZEÏNABOU COULIBALY, OXFAM.*

La société civile mauritannienne est régie, sur le plan juridique, par la loi de 1964 qui remonte au début de l'indépendance du pays, et n'a pas suivi le développement que le pays a connu.

Le développement exponentiel des organisations de la société civile mauritannienne (plus de 4 000 ONG et d'environ 15 000 associations), la faiblesse des capacités de gestion, le manque de professionnalisme, ainsi que la faible représentativité interne des réseaux, constituent encore des contraintes importantes à l'émergence d'une masse critique d'organisations opérationnelles, véritables acteurs de développement.

Cette société civile se caractérise par une structuration insuffisante, une absence de vision stratégique et de code d'éthique, ainsi qu'un mode de fonctionnement opaque.

De plus, la création des organisations de la société civile constitue beaucoup plus une réponse à des impératifs conjoncturels que structurels. Cela limite l'efficacité, la qualité de la représentation et la capacité de proposition de la société civile.

Il faut également noter un manque d'écoute et de consultation de la société civile par l'Etat, alors qu'elle devrait constituer une force de proposition ; et jouer un rôle de défense des intérêts des populations qu'elle représente.

Aujourd'hui, l'absence d'un cadre de concertation national représentant les organisations de la société civile, traduit bien son manque de structuration.

Enfin, les organisations de la société civile manquent cruellement de ressources propres (humaines et financières) ; et les moyens mis à leur disposition par les programmes d'appui, visant leur capacitation sont limités et de courte durée.

C'est pourquoi, le développement d'une citoyenneté paysanne, forte et active devient un impératif absolu pour l'état et pour les acteurs au développement.

C'est de ce constat fort de la nécessité d'une structuration locale de la société civile que l'ONG Tenmiya s'inspire pour son intervention dans l'oasis de Tidjikja. Une société civile représentant les intérêts des populations rurales peut contribuer efficacement à assurer la sécurité alimentaire de ces populations.

---

### ***La construction d'une citoyenneté paysanne dans le cadre de la gestion des oasis.***

*TANDIA MADYOURY, TENMIYA.*

Le Tagant est la deuxième région phoenicole en Mauritanie après l'Adrar. Les oasis jouent un rôle social, économique et environnemental important. Elles sont le lieu de rencontre et de soulagement des populations nomades. Les sous-produits du palmier dattier sont valorisés pour la construction, la vannerie et les clôtures.

La ville de Tidjikja, capitale de la Wilaya du Tagant a été construite vers 1667 aux abords de la plus grande oasis du Tagant. Elle compte plus de 1 000 foyers regroupant une population totale d'environ 12 000 habitants. La sédentarisation des foyers, jadis nomades, s'est accentuée ces dernières années suite aux effets des sécheresses répétées.

L'oasis, est le seul lieu de production agricole dans un environnement aride. C'est un écosystème capricieux qui impose son mode de fonctionnement et n'accepte pas toutes les espèces culturelles.

Cependant, l'oasis de Tidjikja a connu une forte croissance démographique, ayant pour conséquence la multiplication des besoins alimentaires. Mais, l'oasis n'est pas un espace agricole extensible. Par ailleurs, les sécheresses répétitives ont substantiellement diminué ses ressources en eau. Les pluies torrentielles périodiques et l'avancée des dunes de sable ont également participé à la dégradation de l'écosystème. Tout ceci a contribué à diminuer la production oasienne. En conséquence, des épisodes d'insécurité alimentaire frappent sévèrement la population qui tire ses moyens d'existence de la production oasienne.

Pour surmonter ces contraintes, les producteurs se sont appropriés des techniques modernes d'irrigation. Ils ont ainsi pu augmenter leurs niveaux de production par une surexploitation des ressources en eau. Au fil du temps, cela a eu des conséquences

dramatiques sur l'écosystème, certaines parties de l'oasis étant dégradées de façon irréversible.

Aujourd'hui, de nombreuses familles continuent à tirer leurs moyens de subsistances du palmier de cueillette ou de production. En raison des contraintes évoquées précédemment, le rendement des palmiers baisse d'année en année. Cela expose donc encore les populations oasiennes à des situations de malnutrition et d'insécurité alimentaire.

La gestion des oasis est restée intrafamiliale et sécurisée par une appartenance tribale. Ce fonctionnement ne s'inscrit pas dans une approche intégrée et fédérative, qui permettrait de travailler dans un souci de préserver l'écosystème de manière durable.

Le projet Oasis, a permis de rassembler les producteurs oasiens en organisations professionnelles. Quatre AGPO (associations de gestion participative des oasis) ont été ainsi formées.

Cependant, comme la plupart des organisations mis en place dans ces types de projets, ces AGPO sont restées dépendantes de l'aide du projet, n'ayant aucune perspectives d'auto développement.

Tenmiya a la conviction que la résolution de la problématique d'insécurité alimentaire ne viendra que de la communauté paysanne locale. C'est pourquoi, le développement d'une citoyenneté paysanne, forte et active devient un impératif absolu, en vue d'arriver à un fonctionnement durable des oasis. La constitution de cette identité paysanne doit être une priorité pour l'état et les acteurs du développement. Celle-ci doit s'inscrire dans un processus de planification intégrée à l'échelle de la commune.

C'est dans cette direction, que Tenmiya s'est mobilisée pour organiser les AGPO de l'oasis en une fédération qui portera la voix des associations oasiennes de Tidjikja au sein du RADDO (Réseau Associatif de développement durable des oasis). Cette plateforme œuvre pour le développement durable des oasis à l'échelle du Maghreb. Le RADDO intervient dans cette action pour participer au renforcement des capacités de la fédération.

## 4 PRÉSENTATION DES STRUCTURES ORGANISATRICES

# Action Contre la Faim-Espagne

(ACF-E)

ONG Internationale

Site web : [www.accioncontraelhambre.org](http://www.accioncontraelhambre.org)

PERSONNES RESSOURCES :

**FLAMENT SANDRINE**

Directrice Pays

hom-mr@acf-e.org +222 47 62 39 01

**MUHIRE FELICIEN**

Coordinateur Technique

Coordtech-mr@acf-e.org

+222 44 13 97 48

**MAMADOU DIOP**

Coordinateur administratif

Coordadmin-mr@acf-e.org

+222 47 53 98 92

### Chiffres clés :

ACF-E travaille en Mauritanie depuis Avril 2007, et y mène environ une dizaine de projets au profit des populations les plus vulnérables en vue d'améliorer leurs conditions de vie.

En 2012, ACF-E compte plus de 69 salariés à majorité de nationalité Mauritanienne qui s'investissent chaque jour pour réduire la malnutrition aigüe et l'insécurité alimentaire qui sévissent dans les régions du Gorgol et du Guidimakha. Le volume moyen annuel financier de la mission Mauritanie avoisine les 2 millions d'euros.

### Mode d'action / Engagement :

Action Contre la Faim a été créée en 1979, sa mission consiste à sauver des vies par la prévention, la détection et le traitement de la malnutrition, en particulier pendant et suite à des situations d'urgence et de conflits. Elle centre son intervention sur une approche intégrée. : Toutes ses activités visent à maintenir ou restaurer la dignité humaine.

### Domaines d'action :

- Nutrition, santé, pratiques de soins
- Sécurité alimentaire et moyens d'existence
- Eau, assainissement et hygiène
- Plaidoyer et sensibilisation

### Champs d'intervention géographique :

Région du Gorgol, Région du Guidimakha

### Philosophie d'intervention en faveur de la sécurité alimentaire et des agricultures familiales en RIM :

L'objectif général des interventions d'ACF-E en « sécurité alimentaire et moyens d'existence » consiste à sauver des vies dans les situations de crise et à protéger et maintenir les moyens d'existence des populations vulnérables pendant ou après des chocs et dans des situations de stress continu.

Cette approche requiert la prise en compte du contexte économique et social au sens large, ainsi que l'aptitude des ménages à pouvoir anticiper les chocs, y faire face et les surmonter. La recherche de solutions durables dans la lutte contre la faim et la sous-nutrition est au cœur même des interventions d'ACF-E. En introduisant diverses interventions tels que les évaluations et la surveillance, les programmes agro sylvo pastoraux, les interventions monétaires, l'aide alimentaire ainsi que les interventions de relance économique et d'accès au marché des plus vulnérables, ACF-E aide les personnes en situation difficile à faire face à l'urgence et à retrouver leur autonomie sur le long terme

### Partenaires d'action / réseaux :

UNICEF, PAM, Ministère de la Santé, CRF, GRET, ADIG, ACTION, CNRADA,

Les directions régionales de service techniques de l'état.

Membre du Comité Technique de Nutrition, Membre de REPAM et de l'initiative REACH.

### Focus sur : « Les jardins de case »

Dans le cadre de la promotion du maraîchage pour l'autoconsommation des légumes frais dans les ménages les plus vulnérables, ACF-E a mis en place des jardins de case (10M<sup>2</sup>) dans 10 villages de la région du Gorgol. Cette activité a concerné 105 ménages bénéficiaires sélectionnés sur base des critères tels que la motivation, ménages ayant un enfant suivi dans un programme nutritionnel, ...



### Le but de cette activité était de :

- Promouvoir l'autoconsommation des légumes frais pour la diversification du régime alimentaire.

- Renforcer les capacités en technique maraîchère.

- Informer, éduquer et communiquer pour un changement de comportement.

Cette expérience a permis d'allier les appuis en sécurité alimentaire, en éducation (IEC) et en santé dans une approche multisectorielle autour de la problématique liée à la malnutrition.

Un impact positif important de ce genre d'approche notamment sur les pratiques alimentaires des ménages a été démontré par une étude réalisée par ACF-E au Mali en Juillet 2011.

(Rapport disponible le jour du forum).

### POUR ALLER PLUS LOIN ... :

[www.accioncontraelhambre.org](http://www.accioncontraelhambre.org)

■ GOLLOU, bulletin d'information trimestriel de la mission ACF-E en Mauritanie.

■ Etude d'impact et de capitalisation des jardins de santé, une approche centrée sur la nutrition, ACF-E Mali, Juillet 2011

ACF-E Mission Mauritanie  
BP 1990 Nouakchott  
NOT 126 Tavrigh Zeina -NKT  
Téléphone bureau: +222 45 25 33 39

## AMAD

Type d'organisation :  
ONG Mauritanienne

Site web : [www.ongamad.org](http://www.ongamad.org)

PERSONNES RESSOURCES :

**BA ELHADJ MAMADOU**

Président  
[ongamad@yahoo.fr](mailto:ongamad@yahoo.fr)  
+ 222 22 03 9230

**ABOUBACRIN MAMADOU**

Responsable Administratif et Financier  
[ongamad@yahoo.fr](mailto:ongamad@yahoo.fr)  
+ 222 22 69 2852

### Chiffres clés :

1999 : création d'AMAD

2001 : installation d'une antenne à Boghé

2006 : installation d'une antenne à Kaedi

2009 : installation d'une antenne à Rosso

En 2011, AMAD compte 25 membres et 37 salariés. AMAD a mis en œuvre 21 projets depuis sa création. L'ONG est partenaire de 12 communes mauritaniennes.

### Mode d'action / Engagement :

AMAD travaille plus de 10 ans dans le développement local en milieu rural. Elle met en œuvre des projets développement en concertation des populations et les autorités communales.

### Domaines d'action :

- Sécurité alimentaire
- Accès aux services de base
- Environnement

### Champs d'intervention géographique :

Vallée du fleuve Sénégal (régions du Trarza, du Brakna et du Gorgol).

### Philosophie d'intervention en faveur de la sécurité alimentaire et des agricultures familiales en RIM :

L'Association Mauritanienne pour l'Auto-Développement, est convaincue que l'amélioration

de la sécurité alimentaire passe par le soutien des exploitations familiales. En 2005 AMAD a expérimenté le premier schéma d'exploitation familiale irriguée à moindre coût.

Avec nos partenaires, nous avons soutenu de cette manière, plus de 600 exploitations familiales.

### Partenaires d'action / réseaux :

OXFAM, CIVIS MUNDI, CERAI, CISS, TENMIYA, GRDR, CSSA

### Focus sur : Introduction du système d'irrigation, dit : "californien".

Dans le cadre des projets de Sécurité Alimentaire, financés par l'AECID, l'AMAD met en œuvre des actions d'appuis aux exploitations familiales de la vallée du fleuve Sénégal.

L'un des axes d'intervention consiste à améliorer la gestion de l'eau d'arrosage. Le système californien consiste en une petite motopompe qui tire l'eau directement du fleuve pour la redistribuer à travers les parcelles de culture, au moyen d'un réseau de tuyaux souterrain.

Ce système présente un coût faible, que les exploitations peuvent prendre en charge. Se substituant à l'arrosage manuel, il permet de valoriser des surfaces plus importantes. Grâce à l'introduction de cette nouvelle technique d'irrigation, les paysans de la vallée ont également vu leurs rendements en cultures céréalières et maraîchères augmenter. Avec ce type de système, les marges bénéficiaires sont en moyenne de 450 000 UM / ha et par campagne. Les projets ont ainsi contribué à l'amélioration de la souveraineté alimentaire.

# Croix-Rouge française

Association française loi 1901,  
reconnue d'utilité publique

Site web : [www.croix-rouge.fr](http://www.croix-rouge.fr)

PERSONNES RESSOURCES :

**HUCHON EMMANUELLE**

Chef de Délégation  
[hod-mauritanie.frc@croix-rouge.fr](mailto:hod-mauritanie.frc@croix-rouge.fr)  
+222 44 56 40 00

**HUCHON XAVIER**

Délégué Régional SA (Afrique de l'Ouest)  
[fs-westafrica.frc@croix-rouge.fr](mailto:fs-westafrica.frc@croix-rouge.fr)  
+222 47 60 83 57

**Chiffres clés :**

La Croix Rouge française (créée en 1864) est présente en RIM au côté du Croissant Rouge mauritanie depuis l'an 2000. Elle dispose de 2 bases opérationnelles : Nouakchott et Kaédi, et d'une base avancée à M'Bout.

La Délégation de la CRF en RIM compte environ 95 salariés, et 120 volontaires du Croissant-Rouge mauritanien (CRM) mis à disposition dans le cadre des projets menés par la CRF.

**Mode d'action / Engagement :**

En tant que membre du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, nous sommes présents en RIM dans le but de renforcer les capacités de notre Société sœur, le Croissant-Rouge mauritanien. Dans ce cadre, nous travaillons dans un souci de pérennisation des actions. Les projets menés en collaboration avec le CRM, doivent à terme être assurés par leurs soins. C'est le cas, par exemple, pour le projet de prise en charge de la malnutrition infantile dans la région du Gorgol, qui est en phase de passation au CRM. Nous sout-

nons également le CRM dans l'élaboration de ses propres projets.

**Domaines d'action :**

- VIH/Sida
- Malnutrition
- Sécurité alimentaire
- Santé maternelle et néo-natale

**Champs d'intervention géographique :**

Nouakchott, Gorgol et Brakna

**Philosophie d'intervention en faveur de la sécurité alimentaire et des agricultures familiales en RIM :**

L'action de la CRF vise en particulier au développement des activités agricoles et para-agricoles génératrices de revenus pérennes et de services socio-économiques de base adaptés, durables et fonctionnels dans le contexte d'insécurité alimentaire fort dans les régions du Gorgol et du Brakna.

Notre action s'insère dans une perspective plus globale de développement local à travers le renforcement des capacités des acteurs agricoles des deux régions ciblées. Par ailleurs, la CRF a initié un projet visant à mettre en place un filet de sécurité économique pour améliorer la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables dans le Gorgol.

**Partenaires d'action / réseaux :**

Croissant Rouge mauritanien

**POUR ALLER PLUS LOIN ... :**

Voir sur [www.croix-rouge.fr](http://www.croix-rouge.fr) le reportage réalisé dans le cadre du projet de Facilité Alimentaire mené par la CRF dans les Wilayas du Gorgol et du Brakna, qui s'est terminé en octobre 2011.

- Démarrage du projet intitulé « Structuration et Renforcement des Acteurs Agricoles dans les régions du Gorgol et du Brakna en République

Islamique de Mauritanie » financé par EuropeAid

- Finalisation de l'étude portant sur l'analyse de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des populations rurales de M'Bout (commune de Tikobra) – Etude financée par EuropeAid dans le cadre du projet TES (Transferts Economiques et Sociaux)



Développement de périmètres maraichers

Greffage et plantation de manguier dans les parcelles. ©CRF



Unités de transformation

Produits de qualité issus de la transformation à Kaédi. ©CRF

# Ecodev

ONG Mauritanienne

Site web : [www.ecodev.mr](http://www.ecodev.mr)

PERSONNES RESSOURCES :

**SIDI ML KHALIFOU**

Président

[sidiml.khalifou@ecodev.mr](mailto:sidiml.khalifou@ecodev.mr)

+222 22 31 46 09

**ALIOUNE DIAKHITE**

Chef de projet

[alioniakhite@yahoo.fr](mailto:alioniakhite@yahoo.fr)

+222 22 47 13 52

**MANON ALBAGNAC**

Assistante technique sécurité alimentaire

[manon.albagnac@gmail.com](mailto:manon.albagnac@gmail.com)

+222 22 47 13 50

**Chiffres clés :**

Ecodev a été créée en 1999

Une antenne à Kaédi a vu le jour en 2003 et en 2005 c'est au tour de l'antenne de Kiffa.

En 2010, Ecodev compte 65 membres et 40 salariés. Ecodev a mis en œuvre 113 projets depuis sa création. L'ONG est partenaire de 15 communes mauritanienne.

**Mode d'action / Engagement:**

Nous valorisons plus de dix ans d'acquis et d'expertise, en concevant et mettant en œuvre des projets de développement sur une grande partie du territoire de la Mauritanie. Sur la base de notre expérience du terrain et de notre connaissance des réalités locales, nous montons des projets soucieux de répondre aux besoins réels des populations.

Pour mener à bien nos actions, nous formons une équipe permanente et pluridisciplinaire composée de spécialistes en agronomie, environnement, hydraulique, économie, sociologie...

**Domaines d'action:**

- Accès aux services de base
- Sécurité alimentaire et développement rural
- Promotion des énergies renouvelables
- Soutien aux dynamiques jeunesse et entrepreneuriat en milieu urbain
- Développement local, bonne gouvernance

**Champs d'intervention géographique :**

Sud-est (régions de l'Assaba et des Hodhs)  
Vallée du fleuve Sénégal (région du Gorgol).

**Philosophie d'intervention en faveur de la sécurité alimentaire et des agricultures familiales en RIM :**

Ecodev a la volonté de contribuer à la réduction de la pauvreté et aux impacts alimentaires des catastrophes naturelles, récurrentes en Mauritanie. Afin d'augmenter la souveraineté alimentaire de la Mauritanie, il est impératif de sécuriser durablement la production agropastorale des régions greniers de la Mauritanie.

**Partenaires d'action / réseaux :**

GRET, GRDR, Union Européenne, France Volontaires, ...

**Focus sur : Les Stocks Alimentaires Communautaires de Sécurité (SACS) du projet PREVICO.**

Six magasins de stockage des céréales ont été construits dans des localités souffrant du manque de disponibilité des céréales en période de soudure. Ces magasins ont été dotés de sorgho acheté dans des zones excédentaires à prix incitatif. Ainsi les magasins permettent de mettre en lien zones excédentaires et zones déficitaires. De plus l'achat à prix plus élevé permet d'augmenter le revenu des producteurs et de les inciter

à investir dans la production agricole. Les SACS ne prélèvent, sur la revente des céréales, qu'une marge permettant de couvrir les frais de transport et de stockage. Ainsi, le prix de vente reste inférieur au prix du marché, permettant aux ménages les plus vulnérables d'y accéder. Pour garantir le fonctionnement des stocks au-delà du projet, des comités de gestion ont été formés. Ils devront poursuivre en autonomie la gestion de leur fonds de roulement par les activités d'achat et de revente du sorgho.

# GRDR

## Migration, Citoyenneté, Développement

Association Française loi 1901,  
reconnue d'intérêt général

Site web : [www.grdr.org](http://www.grdr.org)

PERSONNES RESSOURCES :

**HABAYE ANSARI**  
coordinateur national  
([habaye.ansari@grdr.org](mailto:habaye.ansari@grdr.org));

Responsables projets :  
**ABDERHAMANE NDONGO**  
([abderrahmane.ndongo@grdr.org](mailto:abderrahmane.ndongo@grdr.org))  
**EL HADJI NDIAYE** ([elhadji.ndiaye@grdr.org](mailto:elhadji.ndiaye@grdr.org))  
**CYRILLE DEMANOU**  
([cyrille.demanou@grdr.org](mailto:cyrille.demanou@grdr.org)),

**YVAN LE COQ**  
Chargé de programmes  
([yvan.lecoq@grdr.org](mailto:yvan.lecoq@grdr.org))

### Chiffres clés :

**Date de création :** 18 juin 1969

**Effectifs :** 144 salariés, 100 adhérents, 40 bénévoles, 10 volontaires de solidarité internationale

**Projets :** plus de 40 projets en 2011

**Représentation :** 1 siège et 3 antennes en France, 1 coordination et 7 représentations en Afrique de l'Ouest

**Fonctionnement :** Un conseil d'administration, quatre conseils d'orientation stratégique en appui aux équipes en Budget annuel de 5 M€ en 2010.

### Mode d'action / Engagement :

Le GRDR est une association de solidarité internationale née en 1969 de la rencontre d'agronomes français et de travailleurs migrants de la région du fleuve Sénégal. Il inscrit son action dans un monde où l'interdépendance entre continents, pays et régions se renforce, alors que les inégalités et la précarité augmentent.

Il veut contribuer à la construction d'un

monde plus juste et plus solidaire. Le GRDR s'appuie sur des acteurs locaux engagés, dans son fonctionnement quotidien comme dans sa gouvernance. Les actions qu'il met en œuvre sont décidées à partir des lieux où elles sont développées, en Afrique de l'Ouest comme en France. Ceci fonde leur légitimité.

Sa force réside dans sa capacité à réunir des adhérents et des salariés de cultures et de nationalités différentes. La diversité de leurs expériences, de leurs compétences et de leurs parcours est l'une de ses principales richesses.

### Domaines d'action :

Migration et développement, développement local, souveraineté alimentaire, gestion des ressources naturelles, santé, insertion et lutte contre les discriminations, coopération transfrontalière.

### Champs d'intervention géographique :

Pays d'intervention : France, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Sénégal.

En Mauritanie le GRDR est représenté par une Coordination à Nouakchott, une antenne à Sélilaby (1987) et une antenne à Kaédi (2005)

### Philosophie d'intervention en faveur de la sécurité alimentaire et des agricultures familiales en RIM :

Le GRDR s'inscrit dans une perspective d'appui aux agricultures familiales.

Il ambitionne, d'une part, de travailler aux réductions des inégalités en milieu rural et, d'autre part, de favoriser une meilleure adéquation entre demande et production locale tout en garantissant une répartition plus équilibrée de la valeur ajoutée et des revenus plus stables aux producteurs.

Compte tenu de la diversité des activités économiques conduites en milieu rural, son action concerne aussi les secteurs secondaires et tertiaires.

Le GRDR doit ainsi être à même de produire des références issues de sa recherche-action pour identifier les conditions qui garantiraient une contribution encore plus significative des agricultures familiales à la sécurité alimentaire de ses zones d'implantation. Il doit se donner les moyens de partager ses démarches d'intervention et le résultat de ses actions avec les décideurs politiques et autorités.

En tant que centre de ressources, le GRDR ambitionne d'analyser, avec ses partenaires locaux, les déterminants d'une souveraineté alimentaire profitable au plus grand nombre. Le GRDR se positionne ainsi en appui aux démarches de plaidoyer impulsées par ses partenaires locaux (élu, OAP,...). Il doit pour cela suivre l'évolution des politiques mises en œuvre à l'échelle nationale, sous régionale et internationale et partager son analyse de l'impact de ces politiques au niveau local.

Il doit également se donner les moyens de produire une information fine susceptible de rendre compte plus justement des réalités de ses territoires.

### Partenaires d'action / réseaux :

ECODEV, TENMIYA, Terre Solidaire, CCFD, CFSI. Coordination SUD, CRID, F3E, Groupe Initiatives, Réseau Eunomad, Lianes coopération

### Focus sur : l'appui au maintien et à la valorisation de la biodiversité des semences de sorgho en Mauritanie.

Constatant que, dans les faits, les producteurs mauritaniens préfèrent les variétés locales de sorgho aux variétés dites « améliorées », le GRDR a souhaité caracté-

riser les premières. Le CNRADA a ainsi identifié 54 écotypes paysans différents, s'adaptant à des contextes pédo-climatiques très variés. Ce patrimoine est tant le fruit de la sélection paysanne que des échanges entre paysans du pays et des régions limitrophes. Il permet aux producteurs de répondre aux aléas climatiques.

Dans la suite de ce travail, un atelier transfrontalier regroupant des acteurs du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal, a été organisé à Kayes (Mali). Organisations paysannes, centres de recherche et collectivités locales ont ainsi échangé autour des enjeux du patrimoine semencier local et convenu de constituer un réseau d'échange d'information (veille sur les législations) et d'échange semencier. Le GRDR accompagne actuellement la structuration de ce réseau à l'échelle du bassin du fleuve Sénégal.

### POUR ALLER PLUS LOIN ... :

<http://www.grdr.org/-Publications,87-.html>

- Guide sur l'aménagement des vallées en Casamance
- Différents articles sur la sécurité alimentaire parus dans la revue Grain de Sel
- Etudes sur le PEPSAR-G
- Guide de capitalisation des projets aviculture et maraichage
- Guide de capitalisation sur les aménagements des eaux de surfaces
- Atlas du Sud-est mauritanien : dynamiques rurales
- Film sur le projet SPAP en Mauritanie (donner la référence)
- Exposition photos de JB RUSSELL sur le sud-est mauritanien et l'alimentation des villes et des campagnes en Mauritanie

# Oxfam

(Ancienne INTERMON Oxfam, devenue depuis le 15 décembre 2011 Oxfam)

ONG Internationale

Site web : [www.oxfam.org/fr](http://www.oxfam.org/fr)

PERSONNES RESSOURCES :

**SOKHNA MARIEM BARO**

Directrice de Pays  
[sbaro@intermonoxfam.org](mailto:sbaro@intermonoxfam.org)  
(+222) 46 46 29 86

**AMADOU SEÏDI DJIGO**

Responsable Programme Bonne  
Gouvernance  
[adjigo@intermonoxfam.org](mailto:adjigo@intermonoxfam.org)  
(+222) 22 65 82 71

**ZEÏNEBOU COULIBALY**

Responsable Programme Moyens  
d'Existence  
[zcoulibaly@intermonoxfam.org](mailto:zcoulibaly@intermonoxfam.org)  
(+222) 46 40 81 09

**Chiffres clés :**

Oxfam est présente en Mauritanie depuis 1996.

**Nombre de salariés:** En 2012, le bureau de pays d'Oxfam compte 18 personnes.

**Programmes montés :**

**Programmes Moyens d'Existence avec deux unités de gestion :**

Une unité de gestion sur la sécurité alimentaire cofinancée par l'AECID. Le budget global du programme s'élève à 3,5 Millions d'Euros pour 4 ans (2011 – 2015); Une autre unité de gestion sur le système d'information sur la sécurité alimentaire cofinancée par l'UE, avec un budget de 627 686,97 € pour 30 mois (2011- 2013).

**Programme Bonne Gouvernance (Politique et Economique), avec deux projets :**

le premier est cofinancé par JUNTA (en Espagne) avec un budget global qui s'élève à

366 535, 74 Euros; Le second est cofinancé par l'Union européenne avec un budget total qui s'élève à 318 808,97 Euros ;

**Programme de l'Action Humanitaire** (réponse à la crise de sécheresse de cette année) sur cofinancement de plusieurs bailleurs (AECID, SIDA, etc.) avec un budget d'environ 1 Million d'Euros.

**Mode d'action / Engagement :**

**Mode d'action :** Agissant depuis plus de 10 ans en Mauritanie, le mode d'action d'Oxfam vise à renforcer les partenaires en assurant un transfert de compétence et de savoir faire à la société civile mauritanienne.

**Engagement :** « Aux côtés de nos partenaires et alliés, nous travaillerons solidairement avec les personnes qui vivent dans la pauvreté, en particulier les femmes, afin qu'elles exercent leurs droits et fassent pleinement valoir leur dignité en tant que citoyens. Nous leur apporterons notre soutien de sorte qu'elles puissent exiger que les gouvernements, entreprises et les organisations internationales (y compris Oxfam) rendent des comptes sur leurs responsabilités et changent les règles globales et nationales qui perpétuent la pauvreté, l'insécurité et le manque d'équité ».

**Domaines d'action :**

Oxfam, intervient dans plusieurs domaines :

- *La sécurité alimentaire*
- *La bonne gouvernance (économique et politique),*
- *Les urgences (sécurité alimentaire, le WASH et l'hygiène).*

**Champs d'intervention géographique :**

Les régions du Brakna, du Gorgol, Trarza et

Hodh el Gharbi et dans les périphéries de Nouakchott et de Nouadhibou, mais aussi dans d'autres Wilayas du pays pour le programme de Bonne Gouvernance.

**Philosophie d'intervention en faveur de la sécurité alimentaire et des agricultures familiales en RIM :**

La philosophie initiée par Oxfam, à travers son programme Moyens d'Existence, est de stimuler dans ses zones d'intervention, les productions halieutiques (pêche artisanale) et agropastorales. L'objectif est de permettre aux ménages de produire une partie plus importante de leur alimentation et, en parallèle, d'augmenter leurs revenus grâce au développement de filières.

Pour le programme Bonne gouvernance, la philosophie consiste à renforcer la Société Civile, à promouvoir la citoyenneté, à assurer la transparence des revenus tirés des industries extractives. Oxfam réalise un plaidoyer pour la construction d'un nouveau modèle de développement économique basé sur les secteurs ruraux productifs (agriculture, élevage et pêche).

**Partenaires d'action / réseaux :**

- L'Association Mauritanienne pour l'Auto Développement (AMAD),
- L'Association pour la Coopération la Recherche et le Développement (ACORD),
- Mauritanie 2000,
- L'Association Nutrition et Développement (ANED),
- L'Association des Producteurs de Lait et de Viande (APLV),
- Forum des Organisations nationales des Droits Humains (FONADH),
- Rencontre pour la Promotion de la Citoyenneté (RPC)
- Coalition publiez ce que vous payé (CPCVP))
- Comité de Suivi de la Sécurité Alimentaire (CSSA)
- Le réseau national des femmes de la pêche artisanale

**Focus sur :**

Oxfam a participé à la construction d'un centre de transformation des produits de la pêche au profit de femmes transformatrices de Nouakchott. Cela constitue une première



du genre en Mauritanie et vient répondre à un problème d'insécurité exprimé par les femmes. Le centre leur offre un cadre de travail décent qui réhabilite et promeut la transformation des produits halieutiques.

#### POUR ALLER PLUS LOIN ... :

A l'actif d'Oxfam, il faut noter la réalisation de plusieurs études : étude agricole, étude de commercialisation groupée, l'étude économique, l'étude sur la filière lait, l'étude relative au recueil agricole, l'alimentation de la fenêtre Mauritanie du site inter réseau ([www.interréseau.fr](http://www.interréseau.fr)).

#### Résumé des principaux événements à réaliser et en rapport avec la sécurité alimentaire :

Dans le cadre des activités des programmes d'Oxfam en Mauritanie, les principales activités programmées dans les prochains jours et semaines et en lien avec la Sécurité alimentaire sont :

##### 1- Pour le Programme Action Humanitaire :

- Il ya eu lancement d'un programme d'urgence, avec comme principales composantes : la sécurité alimentaire, eau, assainissement et Wash. La base opérationnelle du programme est à Kaédi.

##### 2- Pour le programme Moyens d'Existence :

- Une étude relative à l'élaboration d'un recueil sur les politiques de sécurité alimentaire en Mauritanie est en cours de finalisation et ses résultats feront l'objet d'un atelier de vulgarisation auprès des acteurs de la société civile membres du comité de suivi de la sécurité alimentaire en Mauritanie.

- Un Comité de Suivi de la Sécurité Alimentaire (CSSA) a été institué et le bureau élu.

Il regroupe un certain nombre d'ONG nationales, opérant dans le domaine de sécurité alimentaire et qui voudraient se constituer en une force de proposition/opposition dans le domaine.

- L'identification, le choix et l'appui des plusieurs exploitations agricoles familiales sera faite dans les jours à venir dans les régions du Gorgol et du Brakna.

- Le diagnostic et l'appui à l'Association des Producteurs de Lait et de Viande (APLV) sera faite dans les semaines à venir.

- L'unité de transformation du lait de Arihara (Brakna) verra ses capacités renforcées à travers la construction d'un bâtiment en dur et le nombre de femmes augmenté.

- Au niveau du sous secteur de la pêche artisanale, il sera construit une unité de transformation des poissons à Nouadhibou, au bénéfice des femmes opérant dans le domaine et constituées en réseau.

# Tenmiya

ONG Mauritanienne

Site web : [www.tenmiya.org](http://www.tenmiya.org)

PERSONNES RESSOURCES :

#### MOHAMED TOURAD

Directeur  
[mohamed\\_tourad@yahoo.fr](mailto:mohamed_tourad@yahoo.fr)  
+222 36 30 41 54

#### TANDIA MADYOURY

Coordinateur des projets  
[madyoury@gmail.com](mailto:madyoury@gmail.com)  
+222 46 90 87 87

#### SIDI AHMED CHEIN

Chef de projet  
[sidi1964@yahoo.fr](mailto:sidi1964@yahoo.fr)  
+222 36 32 37 08

#### MOHAMED ZOUBER

Responsable administratif et financier  
+222 36 31 41 36

#### Chiffres clés :

**Tenmiya** : est créé en 1998 et compte 30 membres

**Nombre salariés** : 17

**Siège social** se trouve à Nouakchott avec 4 Antennes régionales (Kaédi, Boghé, Magh-taa Lahjar et Sélibaby)

**Projets mis en œuvre** : 40 environ

**Nombre de communes partenaires** : 20

#### Mode d'action / Engagement :

L'engagement de Tenmiya répond aux besoins d'appuyer les populations vulnérables face aux contraintes qui ont un effet direct sur leur sécurité alimentaire. En effet, les conditions climatiques difficiles réduisent souvent à néant les efforts immenses fournis par les populations agropastorales.

#### Domaines d'action :

- Eau potable et assainissement
- Sécurité alimentaire : aménagements des eaux de surface, agricultures urbaines, accès aux services de base
- Environnement : changement climatique, désertification, écosystèmes
- Energie : électrification rurale
- Education : infrastructures scolaires

#### Champs d'intervention géographique :

Trarza, Brakna, Gorgol, Guidimakha et Tagant

#### Philosophie d'intervention en faveur de la sécurité alimentaire et des agricultures familiales en RIM :

Tenmiya agit en faveur des agricultures familiales, via l'amélioration des moyens de production et la gestion des ressources en eau, indispensables à la production agricole.

Sur le terrain, cette philosophie d'intervention prend différentes formes :

- Renforcement des capacités de coopératives maraichères à travers l'amélioration des moyens de production, la formation et les services alimentaires.
- Soutien des agriculteurs oasiens du Tagant dans l'organisation des associations professionnelles et la gestion des ressources en eau.
- En milieu périurbain (Nouakchott), appui des coopératives maraichères dans l'amélioration des systèmes de production à travers l'innovation technique et technologique.

### **Partenaires d'action / réseaux :**

Les principaux partenaires de Tenmiya : GRET, ACP, GRDR, PSEau, CARI, BOTH ENDS, IIED, IAGU, CIVIS MUNDI

### **Tenmiya est membre des réseaux suivants :**

- RADD (réseau pour le développement durable des oasis).
- RFAU /AOC (Réseau francophone pour le développement de l'agriculture urbaine en Afrique de l'Ouest et du centre.
- Drynet (Réseaux sur la dégradation des terres).
- CLACC, Climat et Développement, Réseau Action climat : Réseaux sur les changements
- Climatiques.

### **Focus sur :**

La sécurité alimentaire en milieu oasien. Les oasis sont des territoires à fortes contraintes internes. Les plus forts contrastes d'humidité, de végétation, de paysage et de population s'y rencontrent. Une oasis est d'abord un territoire circonscrit à la présence de palmiers, constituant un point d'ancrage social où la vie de tout l'écosystème est organisée autour de la gestion de l'eau dans un environnement marqué par l'aridité.

Elles font partie du patrimoine de l'humanité.

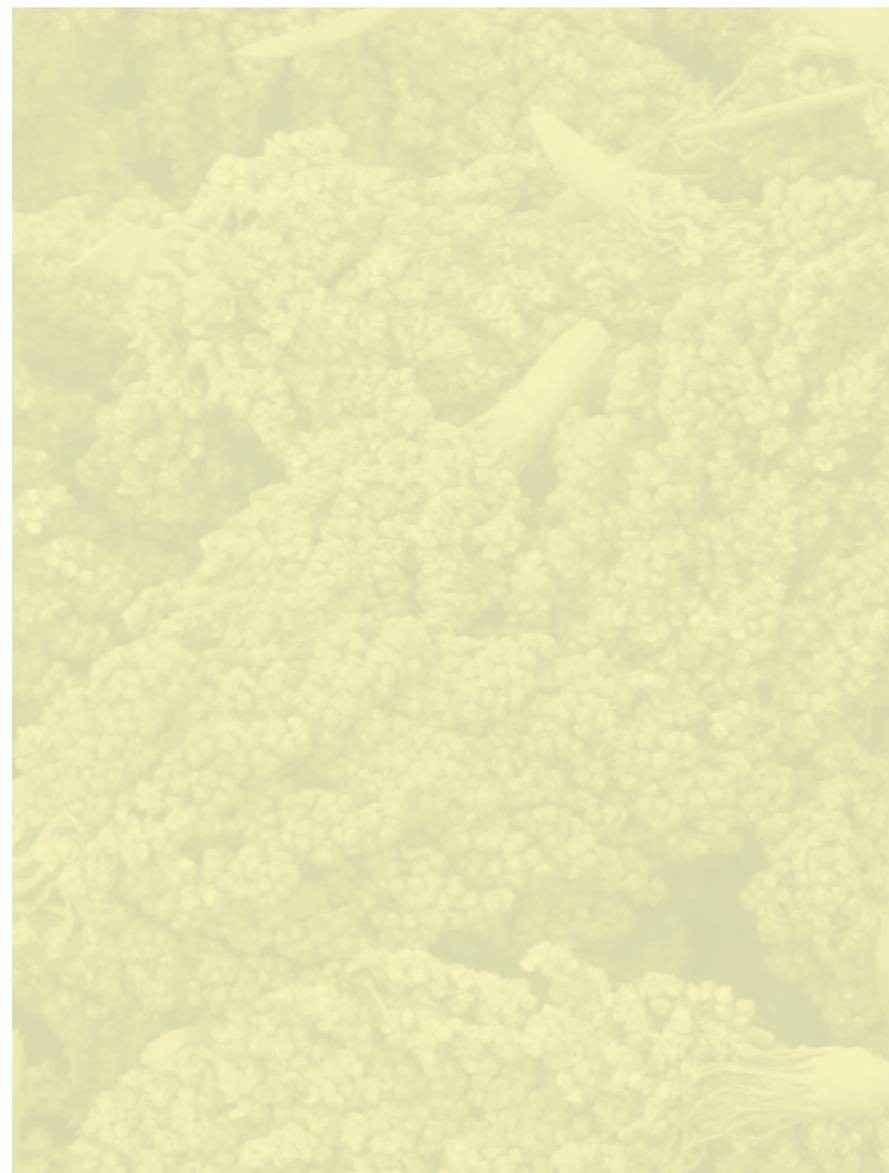
Les sécheresses à répétition ont fini par convaincre les éleveurs de se débarrasser de leur bétail, leurs ressources économiques dépendent maintenant de la production agricole oasienne. C'est ainsi que les ressources en eau ont été excessivement sollicitées mettant en danger l'existence même des oasis.

Le pompage incontrôlé de l'eau accélère le pillage des ressources naturelles et pose un problème supplémentaire, celui du traitement des eaux usées. Les conditions d'accès à des ressources additionnelles en eau sont improbables. La question n'est donc pas de trouver de nouvelles ressources en eau pour répondre aux nouveaux besoins de la population, mais plutôt de mieux utiliser les ressources actuellement existantes, en d'autres termes, d'adapter les pratiques de l'homme. C'est avec cette philosophie que Tenmiya a choisi d'intervenir dans l'oasis de Tidjikja, afin de contribuer à son développement durable, et de garantir au producteurs oasiens leurs moyens de subsistance dans le futur.

### **POUR ALLER PLUS LOIN ... :**

Site web : [www.tenmiya.org](http://www.tenmiya.org)

Newsletters : Drynet ([www.dry-net.org](http://www.dry-net.org))



# 5 BIBLIOGRAPHIE

## 1. AGRICULTURES AFRICAINES ET MARCHÉ MONDIAL

<http://www.gabrielperi.fr/Agricultures-africaines-et-marche>

<http://www-cfsi-asso-fr.aegir.insite.coop/sites/www.cfsi.asso.fr/files/29-pac-solidairea-veclesud-rapport-evavulation-impact-vf.pdf>

## 2. RESSOURCES SUR LE SAHEL ET L'AFRIQUE DE L'OUEST

**Pages du Club du Sahel sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest :**

[http://www.oecd.org/document/57/0,3746,fr\\_38233741\\_38246823\\_47442809\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/57/0,3746,fr_38233741_38246823_47442809_1_1_1_1,00.html)

**Pages du Comité Inter Etats de la lutte contre la sécheresse au Sahel :**

<http://www.cilss.bf/>

**Pages des nouvelles et analyses humanitaires du Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies**

<http://irinnews.org/fr/reportfrench.aspx?reportid=94102>

## 3. RESSOURCES SUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL EN MAURITANIE

<http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/ressources-par-pays/article/ressources-sur-la-mauritanie>

<http://www.inter-reseaux.org/mot/mauritanie>

## 4. FOCUS SUR LES PRODUCTIONS ÉCRITES RÉCENTES DES ORGANISATEURS DU FORUM

**Oxfam : crise Sahel**

<http://www.oxfam.org/fr/pressroom/pressrelease/2011-12-12/afrique-de-louest-des-millions-de-personnes-risquent-crise-alimentaire>

**GRDR : foncier Mauritanie/ biodiversité semencière en Mauritanie**

<http://www.inter-reseaux.org/revue-grain-de-sel/54-56-les-cereales-au-coeur-de-la/article/inegalites-foncieres-et>

<http://www.inter-reseaux.org/revue-grain-de-sel/52-53-les-semences-intrant/article/enjeux-de-la-preservation-des>

<http://www.grdr.org/-Publications,87-.html>

**CFSI : Alimentation/Propositions des OP africaines**

[http://www-cfsi-asso-fr.aegir.insite.coop/sites/www.cfsi.asso.fr/files/alim08\\_actes1610.pdf](http://www-cfsi-asso-fr.aegir.insite.coop/sites/www.cfsi.asso.fr/files/alim08_actes1610.pdf)

[http://www-cfsi-asso-fr.aegir.insite.coop/sites/www.cfsi.asso.fr/files/31-propositions-org-paysannes-resolutionapp\\_kinshasa.pdf](http://www-cfsi-asso-fr.aegir.insite.coop/sites/www.cfsi.asso.fr/files/31-propositions-org-paysannes-resolutionapp_kinshasa.pdf)

[http://www.alimenterre.org/sites/www.cfsi.asso.fr/files/184\\_tri\\_409\\_-\\_itw\\_mamadou\\_goita\\_2.pdf](http://www.alimenterre.org/sites/www.cfsi.asso.fr/files/184_tri_409_-_itw_mamadou_goita_2.pdf)

## 6 LES SUITES

Différents comptes rendus pour avoir des actes au plus dans les 2 mois qui suivront la fin de ce forum ( Mai 2012).

Tous les avis/appréciations/et témoignages sont les bienvenus pour alimenter ce travail.

## 7 LES ASPECTS LOGISTIQUES

Le forum a lieu du 27 au 29 Février à l'Hotel Khaima

Les participants devront s'adresser pour toute question logistique à la structure qui les a invités.

Pour toute autre information logistique concernant le forum, merci de contacter :

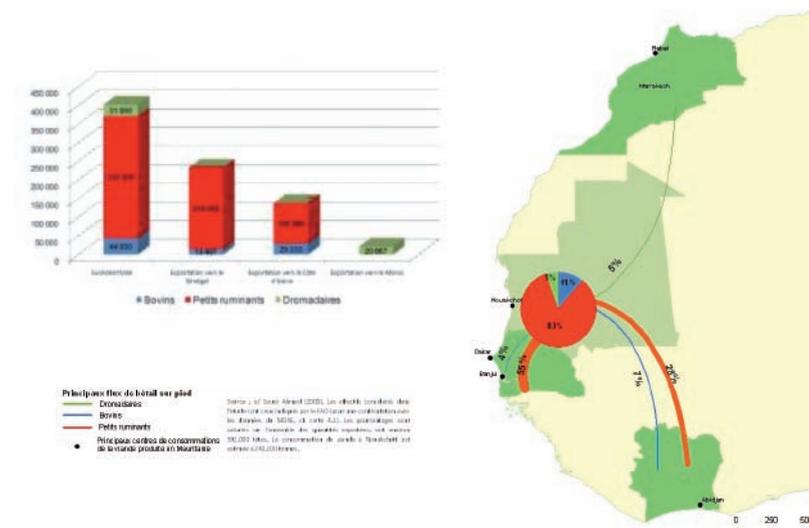
ABOU LAMINE, Coordinateur Logistique/ACF-E, Mobile: +222 46 84 51 30

MANON ALBAGNAC, Assistante technique/ Ecodev +222 22 47 13 50

MOHAMED LAGHLAL, Logisticien / GRDR +222 2201 2918

## La Mauritanie, un acteur important de la sécurité alimentaire :

flux de bétail sur pied depuis la Mauritanie. (Carte réalisée par le GRDR).



## Avec le soutien de :



Equipe de rédaction/conception :

Manon Albagnac - Ecodev  
Karen Mbomozomo - GRDR  
Yvan Le Coq - GRDR

Crédit photos :

Croix rouge mauritanienne -  
Damien Albagnac - JB Russell - Tenmiya -  
Oxfam- GRDR

Conception graphique :

Jean-Marc Frésil  
www.comuneenvie.com  
jmf@comuneenvie.com